Athis-Mons (91) : les deux cents squatteurs de l’ancienne cité de l’Air menacés d’expulsion. MàJ : le DAL obtient un délai

14/07/2017 à 16h33

Le Droit au logement (Dal) a réuni près de 200 personnes pour manifester devant le ministère de la transition écologique et solidaire à Paris (VIIe) mercredi dernier contre l’expulsion des familles installées sur ce terrain. Elles peuvent désormais rester jusqu’à la décision de justice qui interviendra le 5 septembre.

Le quartier pavillonnaire appartient à la Direction générale de l’aviation civile (DGAC qui dépend du ministère de Nicolas Hulot) et est occupé, illégalement, depuis deux ans, par des familles syriennes, slovènes, françaises, italiennes…

(Laila, son mari Hussain, sont entourés de leurs six enfants et d’enfants)

Sur la quarantaine d’habitations, onze sont menacées d’expulsion. « *Nous avons vraiment peur de devoir partir demain*» souffle Laila, entourée de ses six enfants et de son mari Hussain dans son salon douillet et bien tenu.

La famille vit dans un petit pavillon blanc de la rue Henri-Gourmelin, depuis un an et demi. Après avoir fui la Syrie et traversé de nombreux pays, ils sont arrivés à Athis-Mons par hasard. « Nous vivions dans la rue et un homme nous a proposé cette maison en échange de 1600€ », raconte le père de famille. Laila souffre de polyarthrite rhumatoïde, une maladie

des articulations qui l'oblige à se rendre souvent chez le médecin et à se faire des injections régulières de médicament.

«***Si nous devons partir, nous aimerions que ce soit dans une maison et qu'elle soit près d'un hôpital***», indique Nagham, l'aînée de 14 ans. Avec sa sœur cadette âgée de 12 ans, elle apprend le français. Son père souhaiterait que tous ses enfants puissent « *recevoir un apprentissage et une éducation française*». […]

Le Parisien)

> ***La maire, Christine Rodier (LR), voit dans la présence de ces familles une charge sociale supplémentaire dans une ville qui compte déjà 40 % de HLM, et une source de nuisances.***

« *Ici, on est plus que bien !* », lance Abdelkrim Sekak, un Algérien vivant en France depuis quinze ans. M. Sekak a investi, en mai 2015, l'un des pavillons de la cité de l'Air, à Athis-Mons. Et il se retrouve, comme 170 de ses voisins, sous la menace d'une expulsion. Le jugement du 24 novembre 2015, à l'issue d'une procédure en référé à l'initiative de l'Etat, est déjà ancien, mais il semble devoir être bientôt exécuté puisqu'un huissier est passé, le 20 juin, distribuer les commandements de déguerpir.

Construits dans les années 1950 à l'intention des salariés de l'aéroport d'Orly, tout proche, et d'Air France, certains ont, depuis, été vendus à un bailleur social, l'Immobilière 3F, et d'autres laissés en l'état. «*C'est un petit bout de campagne, à quelques mètres du centre-ville et des transports*», raconte Etienne Fortin, l'un de ces habitants historiques, toujours employé à la maintenance des avions, et président de l'association des locataires : «*Les anciens ne côtoient guère les nouveaux habitants mais la cohabitation est plutôt paisible.*» […]

« *Ici, j'ai l'essentiel : la sécurité*», confie un père de trois enfants, d'origine syrienne, peintre en bâtiment mais toujours interdit de travailler en France, dans l'attente de l'obtention de son statut de réfugié : « *Je me suis rendu dix fois en mairie pour scolariser mes deux filles de 9 et 10 ans, et l'on me répond toujours qu'il n'y a pas de place*», témoigne-t-il. […]